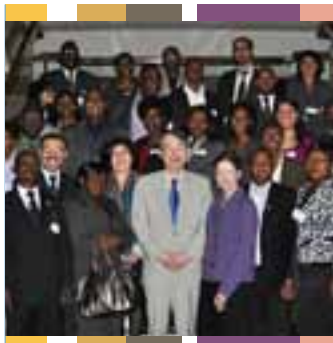




**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

28 février 2011 #67 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* doit s'ouvrir le 4 juillet 2011.

Affaire Lubanga

La Chambre de première instance I de la CPI rejette la requête de Thomas Lubanga Dyilo aux fins d'arrêt des procédures

Le 23 février 2011, la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale (CPI) a rendu une décision écrite confidentielle par laquelle elle a rejeté la requête de la Défense de Thomas Lubanga Dyilo aux fins d'arrêt des procédures pour abus de procédure.

Une version publique expurgée de la décision de la Chambre de première instance sera communiquée ultérieurement et mise à disposition sur le site Web de la CPI.

Thomas Lubanga Dyilo est accusé d'avoir commis, en tant que coauteur, des crimes de guerre consistant à procéder à l'enrôlement et à la conscription d'enfants âgés de moins de 15 ans dans les rangs des Forces patriotiques pour la libération du Congo (les FPLC) et à les faire participer activement à des hostilités en Ituri, un district de la province Orientale de la République démocratique du Congo (RDC), entre septembre 2002 et août 2003.



Thomas Lubanga Dyilo
© ICC-CPI/Ed Oudenaarden

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 février 2011

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Version publique expurgée Décision relative à la Notification du retrait de la victime a/0363/09 de la liste des témoins du représentant légal, rendue le 11 février 2011

Rendue par la Chambre de première instance II, le 21 février 2011

Version publique expurgée de la Décision sur la requête aux fins de prononcé de mesures de protection au bénéfice des témoins a/0381/09, a/0018/09, a/0191/08, pan/0363/09 et de la victime a/0363/09

Rendue par la Chambre de première instance II, le 22 février 2011

Decision on the Prosecution's renunciation of the testimony of witness P-159

Rendue par la Chambre de première instance II, le 24 février 2011

Affaire Mbarushimana**Decision on the Prosecution's request for leave to reply to the "Defence Response to Prosecution's Request for the Review of Potentially Privileged Material"**

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 24 février 2011

Decision Temporarily Suspending Dealings with Transcripts and Original Recordings of Intercepted Communications and Materials Seized from the House of Mr. Callixte Mbarushimana

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 25 février 2011

Situation en République du Kenya

La République du Kenya a ratifié le Statut de Rome le 15 mars 2005, devenant ainsi un Etat partie. Le 6 novembre 2009, suite à une lettre du Procureur l'informant de son intention de demander l'autorisation d'ouvrir une enquête proprio motu, la Présidence de la Cour pénale internationale a rendu une décision assignant la situation en République du Kenya à la Chambre préliminaire II. Le 26 novembre 2009, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'enquêter sur cette situation relativement aux violences postélectorales de 2007-2008. Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête. Le 15 décembre 2010, le Procureur a demandé la délivrance de six citations à comparaître contre six citoyens kenyans. La Chambre n'a pas encore statué sur cette demande.

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 février 2011**Decision on Request for Reclassification**

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 18 février 2011

Decision on Application for Leave to Participate under Articles 58, 42(5), (7)-(8)(a) of the Rome Statute and Rule 34(1)(d) and (2) of the Rules of Procedure and Evidence

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 18 février 2011

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Evénements**Le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, s'est rendu à Addis-Abeba, en Ethiopie**

Le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, entouré de participants à sa conférence à Addis-Abeba, Ethiopie © Bureau des affaires juridiques - ONU

Le Président de la Cour pénale internationale (CPI), le juge Sang-Hyun Song, a effectué la semaine dernière une visite de trois jours à Addis-Abeba (Ethiopie). Le lundi 14 février 2011, le Président Song a donné un cours magistral d'un jour sur le droit pénal international,

destiné aux officiels du gouvernement, aux avocats (récemment diplômés et confirmés) venant de 24 Etats d'Afrique, ainsi qu'à des observateurs de la Commission de l'Union africaine. Cette conférence a eu lieu dans le cadre d'un cours régional sur le droit international organisé par la division de codification du bureau des affaires juridiques du Secrétariat des Nations Unies.

Durant sa visite, le Président Song a également rencontré un grand nombre de diplomates basés à Addis-Abeba, y compris S.E. M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, et M. Zachary Muburi-Muita, Chef du bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. Les réunions du Président Song portaient principalement sur le renforcement de la coopération dans le domaine de la lutte contre l'impunité sur la base des valeurs communes de paix, justice et Etat de droit.

Le Président de l'Assemblée des États parties se rend à La Haye



En partant de la droite : le Président Wenaweser et M. Julián Guerrero, coordinateur du Groupe des Amis de la CPI à La Haye © ICC-CPI

22 février 2011

Monsieur l'ambassadeur Christian Wenaweser, Président de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée »), s'est rendu à La Haye du 14 au 17 février 2011, où il a assisté à des réunions informelles avec seize juges de la Cour, afin d'échanger des points de vue de façon informelle concernant notamment le Groupe d'étude sur la gouvernance de l'Assemblée, les aspects du travail de la Cour concernant son budget, y compris les cycles budgétaires, la manière d'accélérer la procédure judiciaire et les locaux permanents de la Cour.

Il a également organisé une retraite avec la participation de Monsieur l'ambassadeur Jorge Lomónaco, Vice-président de l'Assemblée et Président du Groupe du Travail de La Haye, de Monsieur l'ambassadeur Pieter de Savornin Lohman, Président du Groupe d'étude sur la gouvernance, ainsi que du Président de la Cour, du Procureur, du Greffier et du Directeur du Secrétariat de l'Assemblée, pour discuter de façon informelle sur plusieurs questions d'intérêt commun pour les États Parties et pour la Cour, surtout dans le cadre dudit Groupe d'étude. Il a aussi rencontré d'autres hauts fonctionnaires de la Cour, des membres du corps diplomatique et Monsieur Ben Kioko, le conseiller juridique de l'Union africaine. Il a également informé le groupe des Amis de la CPI, basé à La Haye, de sa visite en janvier au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba et au Kenya, ainsi que du travail réalisé par le Comité de Recherche du Bureau de l'Assemblée pour faciliter la nomination du nouveau Procureur de la Cour et d'autres aspects importants du travail de l'Assemblée.

En outre, il a participé au séminaire sur *les implications de la Conférence de révision de la CPI de 2010*, organisé par le *Grotius Centre for International Legal Studies* et l'*Université de Leiden*, où il est intervenu au sujet des défis auxquels est confrontée l'Assemblée des États Parties.

Source : l'Assemblée des États Parties

Déclaration du Procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, à propos de la situation en Libye

23 février 2011

« C'est aux Libyens qu'il appartient de décider si justice doit être faite en Libye. À ce jour, la Libye n'est pas un État partie au Statut de Rome. Par conséquent, la CPI ne peut intervenir concernant les crimes qui auraient été commis en Libye que si les autorités libyennes acceptent la compétence de la Cour (au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome). À défaut, le Conseil de sécurité de l'ONU peut éventuellement prendre l'initiative de déférer la situation à la Cour. Le Bureau du Procureur n'interviendra qu'à l'issue de l'une ou l'autre décision ».

Source : Bureau du Procureur

Interagir avec les communautés

Sensibilisation de groupes de femmes en RDC



La coordonnatrice chargée de la sensibilisation sur le terrain a répondu aux questions des femmes congolaises sur les violences sexuelles © ICC-CPI

Le 24 février 2011, des membres de l'Unité de la sensibilisation ont réuni à Kinshasa plusieurs groupes de femmes pour un séminaire consacré aux violences sexuelles. La première partie de ce séminaire portait sur les lois congolaises adoptées en 2006 en matière de violences sexuelles, et sur la manière dont elles sont appliquées. Dans la deuxième partie, certains aspects importants des instruments juridiques de la Cour ont été abordés, avec une explication des éléments des crimes de viol, d'esclavage sexuel, de prostitution forcée, de grossesse forcée et de stérilisation forcée. Au cours de la troisième partie, les participantes ont été informées de l'état d'avancement des affaires où des charges de violences sexuelles ont été formulées. Le séminaire étant réservé aux femmes, les participantes se sont senties suffisamment à l'aise pour poser des questions délicates et elles ont pu raconter leur histoire.

République centrafricaine : Session de sensibilisation de la CPI organisée au PK13



La population du PK12/PK13 prenant part aux activités de sensibilisation organisée par la CPI © ICC-CPI

L'Unité de la sensibilisation du Bureau extérieur de la Cour pénale internationale (CPI) en République centrafricaine s'est rendue le mardi 22 février au point kilométrique 13 (PK13), dans les alentours de Bangui, afin d'informer et de dialoguer avec les populations affectées de cette localité, quant au procès concernant l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*.

Environ 250 personnes ont fait le déplacement pour venir assister à cette session de sensibilisation, au cours de laquelle des résumés audiovisuels du procès ont été projetés. Ces résumés ont concerné les premières semaines du procès, c'est-à-dire les déclarations apportées par les témoins à charge. Les premiers témoins présentés par l'Accusation faisant part d'événements qui auraient eu lieu au PK12/PK13 lors de la période comprise approximativement entre le 26 octobre 2002 et le 15 mars 2003, les participants et participantes ont suivi avec attention les projections audiovisuelles et le contenu de chacun des témoignages.

L'Unité de la sensibilisation s'est efforcée d'apporter des messages-clefs concernant l'équité des procédures, le déroulement d'un procès devant la Cour. Un point particulier de la présentation a également porté sur la représentation légale commune des victimes. L'Unité de la sensibilisation a ainsi expliqué aux populations du PK12/PK13 que la Cour a reçu à ce jour au total un peu plus de 1900 demandes de

participation de victimes. Parmi ces 1900 demandes, il y a aujourd'hui 1312 demandes de participation qui ont été acceptées dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo. Ces victimes participent au procès par le biais de leurs représentants légaux, soit par l'intermédiaire de Me Marie-Edith Douzima-Lawson soit par l'intermédiaire de Me Assingambi Zarambaud.

La représentation légale commune des victimes de Bangui et ses alentours (incluant PK12/PK13) est dirigée par Me Assingambi Zarambaud, secondé sur le territoire de la République centrafricaine par Me Célestin Nzala. Me Nzala, dont le rôle est de maintenir un contact régulier avec les victimes, a pris part à la session de sensibilisation organisée par la Cour pénale internationale au PK13. Lors de cette session, ce dernier a pu ouvrir un dialogue avec les participants sur les questions portant plus spécifiquement sur la participation des victimes au sein des procédures.

Les participants se sont dits satisfaits de constater de leurs propres yeux que le procès avait effectivement débuté et de pouvoir suivre ce procès malgré la distance qui les sépare de La Haye. Ils se sont également dits impressionnés par le fait que les témoins font mention de leur quartier et partagent ainsi avec les juges les souffrances rencontrées par la population du PK12/PK13 en 2002/2003. Enfin, les participants ont apprécié de pouvoir rencontrer physiquement Me Nzala et qu'un premier contact direct ait pu être établi. La population du PK12/PK13 a fortement encouragé l'Unité de la sensibilisation à organiser régulièrement ce type de rencontre dans leur quartier.

Pendant environ deux semaines (du 15 au 24 février 2011), Me Célestin Nzala a suivi les équipes de l'Unité de la sensibilisation lors de leurs différentes activités menées au sein de Bangui et des proches alentours, de façon à pouvoir se présenter auprès des communautés affectées. Il a ainsi participé à des sessions de sensibilisation organisées à Bangui et au PK 22, ainsi qu'à une série d'interviews avec les médias suivants : la télévision centrafricaine (chaîne publique), la TV Tropic (chaîne privée), la radio Néhémie, la radio Voix de la paix, la radio ESCA, la radio Notre Dame et la radio Centrafrique.

Calendrier

FÉVRIER 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
28						
MARS 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	1	2	3	4	5	6
			Formation de journalistes sur la CPI à Brazzaville (République du Congo)			
			Le Greffier de la CPI prononcera le discours d'ouverture de la formation à Brazzaville (République du Congo)			
7	8	9	10	11	12	13
Visite du Président de la CPI aux Philippines		Visite du Président de la CPI en Malaisie		Visite du Président de la CPI au Brunéi		
Cours inaugural du Procureur dans le cadre du nouveau Master « gouvernance et aux droits de l'Homme » à l'Université autonome de Madrid (Espagne)						
14	15	16	17	18	19	20
	Le procureur adjoint participe au colloque international intitulé « Droits des femmes, droits des migrantes et droit international humanitaire », à Dakar (Sénégal)					
21	22	23	24	25	26	27
Le conseil de direction du Fonds au profit des victimes tient une réunion à la CPI						
Discours liminaire du Procureur à l'occasion de l'événement organisé par <i>Facing History and Ourselves</i> , à Londres (Royaume-Uni)						
28	29	30	31			
AVRIL 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
				1	2	3